



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Yvon PELLET

Hors commission - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS relative à la gestion du Plan de Corps de Rue Simplifié et Mutualisé à grande échelle (PCRS Mutualisé) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans le processus de constitution d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) sur son territoire. Celui-ci résulte de la réforme « Déclaration de Travaux - Déclaration d'intention de Commencement de Travaux » (DT-DiCT) qui a pour objectif de réduire le nombre et la gravité des accidents qui sont susceptibles de se produire lors de la réalisation de travaux à proximité de réseaux.

L'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux de proximité de certains ouvrages impose pour les réseaux « sensibles » de disposer des plans de réseaux géo-référencés fondés sur le meilleur fond de plan disponible auprès de l'autorité publique locale compétente. L'absence d'un fond de plan commun à l'ensemble des parties prenantes sur lequel les réseaux sont reportés, qu'ils soient sensibles ou non, est préjudiciable à la compréhension de l'occupation du sous-sol.

Cette démarche de constitution d'un PCRS, permet également à Montpellier Méditerranée Métropole d'accroître sa connaissance précise du territoire.

Afin de couvrir la totalité du territoire, la Métropole a pour objectif de mutualiser la production et la mise à jour d'un référentiel entre acteurs publics et privés qui partagent la nécessité d'un fond de plan et le même objectif de précision sur la gestion de leurs données. Comme le prévoit la loi MAPTAM, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, les compétences en matière de création, d'entretien et d'aménagement des voiries et des espaces publics. Elle se positionne donc naturellement en autorité publique locale compétente sur son territoire et envisage, à ce titre, de créer un PCRS afin de proposer un fond de plan adapté et cohérent avec la localisation des ouvrages enterrés sensibles.

Par ce positionnement, Montpellier Méditerranée Métropole doit couvrir la coordination, la production, la mise à jour, l'intégration et la diffusion du PCRS sur son territoire. Concernant la gestion, elle met en place les conditions pour constituer un PCRS, organise la mutualisation et applique le standard et les exigences de qualité (contrôle topographique de la donnée). L'autorité publique locale gère l'intégration et l'hébergement des données PCRS dans son Système d'Information Géographique (SIG) lui permettant ainsi de les diffuser à des partenaires via une plateforme.

Ce fond de plan unique et mutualisé, diffusé en Open Data, permettra aux partenaires exploitants de réseaux de reporter leurs réseaux/ouvrages et ainsi améliorer la compréhension de l'environnement et de l'occupation du sous-sol. Cette cartographie partagée facilitera la gestion patrimoniale et la sécurité des interventions à proximité des réseaux/ouvrages.

Dans cette optique, une convention avec ENEDIS est proposée. Ce partenariat a pour objet de définir les modalités d'exécution techniques et d'échange sur tout le territoire de la Métropole, en vue de la constitution d'un PCRS. Cette mutualisation de données permettra de limiter l'impact financier pour la Métropole. En effet, la mise à disposition de l'orthophotographie 2020 par ENEDIS est réalisée sans contrepartie financière. En retour, ENEDIS pourra ainsi bénéficier de la mise à jour du PCRS et de ses compléments produits par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Montpellier Méditerranée Métropole autorité publique locale gestionnaire du PCRS sur son territoire ;
- approuver la convention de partenariat avec ENEDIS en vue de constituer, de mettre à jour et d'exploiter les données numériques de représentation du fond de Plan de Corps de Rue Simplifié et mutualisé à grande échelle (PCRS mutualisé) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111142-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ENEDIS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.